



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

CARTOGRAPHIE ET ANALYSE D'URGENCE DU MARCHE: LE MARCHE DE LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE DANS LE DEPARTEMENT DU SUD-EST D'HAITI

microRAPPORT #165

AVRIL 2010

Ce rapport a été préparé pour ACDI/VOCA par Laura Meissner, le Réseau SEEP; Karri Goeldner Byrne, IRC; Georges Pierre-Louis, ACDI/VOCA; Tim Schwartz, consultant indépendant; Molière Peronneau, Save the Children; et Gardy Letang de Diakonie. Le Projet d'Avancement Accéléré de la Micro-entreprise (Accelerated Microenterprise Advancement Project - AMAP), financé par l'USAID, a rendu ce rapport possible.

CARTOGRAPHIE ET ANALYSE D'URGENCE DU MARCHE: LE MARCHE DE LA MAIN-D'OEUVRE AGRICOLE DANS LE DEPARTEMENT DU SUD-EST D'HAITI

microRAPPORT #165

DENEGATION

Les opinions exprimées par l'auteur dans ce document ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'Agence américaine pour le développement international ni celles du Gouvernement des Etats-Unis.

RESUME EXECUTIF

Cette évaluation analyse le système du marché de la main-d'œuvre agricole dans le département du Sud-est d'Haïti en mars-avril 2010, plusieurs mois après le tremblement de terre du 12 janvier en Haïti. Le travail occasionnel, ou n'exigeant aucune qualification particulière, constitue une des principales sources de revenus dans le département du Sud-est et les familles pauvres sont plus susceptibles de recourir au travail comme stratégie clé de subsistance¹. Par conséquent, l'intervention visant à stimuler le marché du travail ou à éviter de le déranger aura un impact positif sur la majorité des ménages parmi la population cible, en particulier les familles pauvres. Le marché de la main-d'œuvre agricole a été sélectionné à cause de l'importance de l'agriculture dans l'économie du Sud-est, où cela représente 26-55 pour cent des revenus dans la zone².

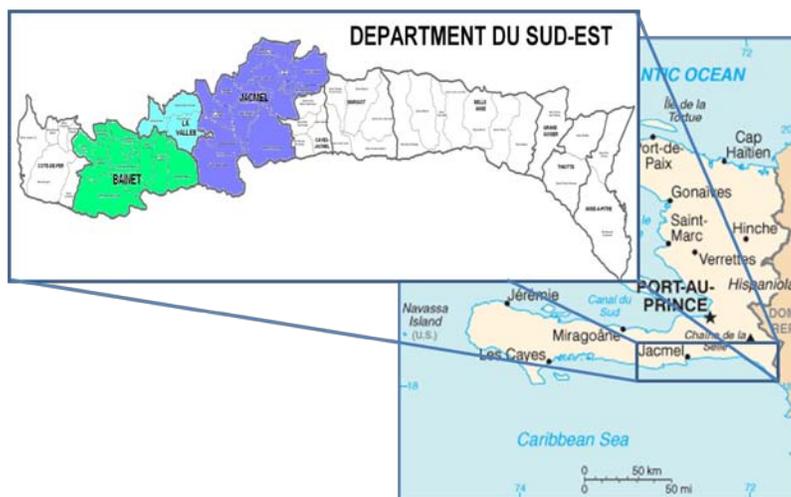
Ce rapport décrit la ligne de base et la situation affectée du système de marché de la main-d'œuvre agricole, et analyse l'impact vraisemblable de différentes interventions visant la satisfaction des besoins de base des ménages. Les projets immédiats de cash contre travail (cash for work) pour remplacer les revenus perdus des ménages ruraux, les interventions immédiates pour assurer que les agriculteurs ont suffisamment de semences et d'intrants pour réussir leurs plantations, et les interventions de long terme pour stimuler les opportunités d'emploi rural et renforcer le secteur agricole font partie des interventions recommandées.

SECTION I. CONTEXTE D'URGENCE

Le 12 janvier 2010, un tremblement de terre de magnitude 7.0 a frappé Haïti, dont l'épicentre se trouvait à environ 15 km à l'ouest de Port-au-Prince. Selon les estimations, en mars, 222,653 personnes auraient péri dans les zones environnantes, et 310,000 autres auraient été blessées³. Plus de 511,000 personnes ont par la suite laissé la zone de Port-au-Prince pour se rendre ailleurs en Haïti ; selon les estimations, 1.2 millions de gens vivent dans des tentes ou des camps⁴. Depuis le tremblement de terre original, Haïti a expérimenté de fréquentes répliques. La distribution d'aliments (26,500 tonnes métriques les deux premiers mois) et d'articles non alimentaires, des services médicaux, et autres, ont constitué la réponse humanitaire massive.

La zone de Port-au-Prince et les régions de l'Ouest et du Sud-est comptent parmi les plus touchées. L'évaluation s'est concentrée sur le département du Sud-est, avec un travail sur le terrain réalisé dans les communes de Jacmel, La Vallée et Bainet. Le département du Sud-est couvre un peu plus de 2,000 kilomètres carrés, et compte une population d'environ 575,000 habitants – à peine moins de 6 pour cent de la population d'Haïti⁵. Sa capitale est Jacmel.

Bien que 90 pour cent des décès dus au tremblement de terre aient eu lieu dans les environs de Port-au-Prince⁶, plus de 400 morts ont été enregistrées dans le Département du



¹ Profile de Subsistance en Haïti de FEWSNET, réitéré dans le résumé sur Haïti 2010.

² Estimations 2010 de FEWSNET.

³ Les estimations varient

⁴ Carte de l'OCHA du 15 février 2010

⁵ Estimation 2009 de l'Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique (IHSI) ; d'autres estimations sont dans les 550,000.

⁶ Sources : Système National de Gestion des Risques et Désastres (SNGRD), rapport du 5 mars 2010.

Sud-est et 196,670 personnes ont été affectées d'une manière ou d'une autre par le tremblement de terre (environ 40 pour cent des résidents du Sud-est). Le nombre de personnes déplacées dans le Sud-est est estimé à plus de 50,000, les estimations pouvant se chiffrer dans une fourchette de 75,000 à 125,000. Pour les trois communes étudiées dans ce rapport, 7,621 maisons auraient été détruites et quelques 30,478 autres endommagées⁷.

L'USAID estime que 50-60 pour cent des maisons dans la zone de Jacmel ont été détruites⁸, bien qu'à La Vallée et à Baint moins d'édifices semblent endommagés par le tremblement de terre. Selon les estimations, plus de 21,000 personnes dans la région du Sud-est vivent dans des agglomérations spontanées ou dans des structures autres qu'un logement normal, souvent à cause de leur peur de dormir à l'intérieur dans la crainte d'un autre tremblement de terre.

Environ 90 pour cent des personnes arrivées de Port-au-Prince habitent chez des amis ou des parents ; la majorité pense revenir à Port-au-Prince à un moment donné (et certains l'ont déjà fait). Il existe relativement peu de camps organisés dans le Sud-est ; le plus vaste se trouve à Pinchinat, et selon les estimations 6,000 personnes y habitent. Plusieurs ONG et agences internationales sont actives dans la région.

En plus des effets du tremblement de terre, cette région est exposée aux dégâts causés par les ouragans ; la saison cyclonique va de Juin à Novembre, la majorité des ouragans se présentant en Septembre. Plusieurs zones de géo-subsistance existent dans la région, y compris l'agriculture sèche/pêche, l'agriculture/pastoralisme, et l'agriculture en montagne humide dans les parties nord de la zone⁹. Avant le tremblement de terre, Jacmel était connue comme un centre artistique et touristique. Les organisations qui ont collaboré à cette évaluation ont toutes des opérations en cours dans la région du Sud-est, bien que dans différentes spécialisations de programmation.

SECTION 2. LA METHODOLOGIE EMMA

L'EMMA (Cartographie et Analyse de Marché d'Urgence, ou "Emergency Market Mapping and Analysis" en anglais) est une analyse rapide de marché conçue pour être utilisée immédiatement après une crise soudaine. Sa logique justificative est qu'une meilleure compréhension des marchés les plus critiques dans une situation d'urgence permet aux décideurs (bailleurs, ONG, gouvernement, autres acteurs humanitaires) d'étudier une plus vaste gamme de réponses. Son but n'est pas de remplacer les évaluations d'urgence des besoins, les analyses économiques plus profondes des ménages telles que l'Analyse de l'Economie des Ménages (Household Economy Analysis – HEA), ou les évaluations complètes du marché, mais plutôt d'ajouter aux connaissances pendant la période post crise en fournissant des informations opportunes sur la structure et le fonctionnement des marchés clés dans le court terme afin que la programmation immédiate puisse être fondée sur la connaissance du marché.

L'Equipe EMMA pour la région du Sud-est en Haïti était composée de huit personnes, dont des employés de quatre agences (ACDI/VOCA, Save the Children, Diakonie, et CROSE) et de deux analystes principaux recrutés par ACDI/VOCA. L'un des chefs d'équipe était un spécialiste en développement d'entreprise et micro-finance ; l'autre avait plusieurs années d'expérience de travail en Haïti et de réalisation d'analyses sur le terrain. Six des membres de l'équipe étaient haïtiens ; plusieurs avaient de l'expérience en évaluations EMMA antérieures. Une formation en salle d'une demi-journée a été offerte ; le second jour, l'équipe était sur le terrain. La méthodologie d'évaluation incluait l'étude des données existantes et d'analyses antérieures du marché, et des interviews avec des agriculteurs, des ouvriers, et d'autres informateurs clés (i.e., agronomes, officiels du gouvernement local).

⁷ Ibid (rapport du 5 mars 2010 du SNGRD)

⁸ Carte, « Assistance Humanitaire du Gouvernement des EUA à Haïti pour le Tremblement de Terre », USAID.

⁹ Analyse 2005 des moyens de subsistance, FEWSNET

SECTION 3. LA POPULATION CIBLE

Dans le département du Sud-est, il y a des zones côtières, des plaines, des montagnes, et des vallées internes. Bien que les types de cultures plantées varient selon le sol, l'altitude et l'irrigation, l'agriculture et le bétail constituent la principale source de revenus (quelques 26-55 pour cent du revenu total) d'une manière ou d'une autre pour la grande majorité des ménages – soit via la culture, la vente ou le travail y relatif¹⁰. Dans les zones côtières, la pêche constitue elle aussi une activité importante. Le commerce et la production de charbon sont d'autres importantes sources de revenus.

Les principales stratégies de subsistance diffèrent entre la capitale du Département, Jacmel, et les zones plus rurales du Sud-est. A Jacmel, les principales sources de revenus déclarées étaient le travail salarié (environ 20 pour cent des ménages), le commerce, l'industrie des services, et le travail informel¹¹. Dans la majorité du reste du Sud-est, l'agriculture (qui inclut le travail agricole et la vente des produits) est la principale source de revenus pour la majorité des ménages ruraux¹². Les ménages les plus pauvres comme les plus riches produisent des denrées et élèvent du bétail ; les pauvres sont plus susceptibles de s'impliquer aussi dans le travail (en tant qu'ouvrier informel ou ouvrier qualifié)¹³. A l'exception des très pauvres, la majorité des ménages possèdent leurs propres terres ou ont accès à la terre pour la travailler (par exemple, dans le cadre d'un arrangement de partage des récoltes).

Différentes stratégies de subsistance sont communes partout dans la région, particulièrement pour les familles pauvres, et souvent traversent les zones géographiques. Selon les estimations, la majorité des ménages ont 4 – 6 sources de revenus : l'agriculture, l'élevage, le commerce, les compétences spécialisées, et, quand nécessaire, la production de charbon et la migration. Par exemple, un entrepreneur dans une ville du Sud-est possède aussi un jardin agricole en milieu rural. Les familles ont souvent des parcelles dans les vallées comme dans les montagnes pour différentes cultures. Il est également possible que dans une famille l'homme sera responsable de la production des denrées tandis que sa femme vendra les produits et le bétail (cabris, bœufs, porcs) qui leur appartiennent ou dans le cadre d'un arrangement de partage de la production¹⁴. La majorité des familles ne possède qu'un bœuf ou deux, et pas plus d'une demi-douzaine de cabris. Quand nécessaire, les ménages produisent et vendent du charbon. Environ un tiers des ménages à Jacmel, et moins en milieu rural, reçoivent un type quelconque de transfert, que ce soit au niveau local (Port-au-Prince), de la République Dominicaine ou d'ailleurs.

Tant dans la ville de Jacmel qu'en milieu rural, le genre constitue un important déterminant de l'implication dans des tâches agricoles et les opportunités de travail. La majorité du travail agricole payé est

Tableau I : Répartition des tâches par genre en Haïti		
Tâche	Homme	Femme
Travail domestique	*	*****
Cuisine	*	*****
Soin des enfants	*	*****
Transport de l'eau	*	*****
Vente de produits	*	*****
Vente de bétail	**	****
Travaux de récolte	**	****
Plantation de cultures	***	**
Soins au bétail	****	**
Préparation et sarclage des jardins	****	**
Porteur (payé)	****	**
Production de charbon	*****	
Pêche	*****	
Emigration de la main-d'œuvre salariée vers la RD	*****	*

Source: Schwartz 2000. Plus d'astérisques indique une plus forte tendance pour la réalisation de la tâche

¹⁰ Estimation de FEWSNET 2010.

¹¹ Evaluation d'Urgence de la Sécurité Alimentaire, p.7, citant l'enquête du PAM de novembre 2009.

¹² Evaluation d'Urgence de la Sécurité Alimentaire, p.7, citant l'enquête du PAM de novembre 2009.

¹³ Profile des moyens de Subsistance en Haïti, 2005, FEWSNET – sauf les employés professionnels de la classe moyenne, i.e. les enseignants.

¹⁴ Una maladie a frappé l'an dernier, décimant la population porcine, avec un impact négatif sur les revenus ruraux et l'épargne sous forme de bétail.

traditionnellement fait par des hommes. Bien que les femmes soient responsables en grande partie de la plantation et de la récolte sur leurs parcelles familiales, et s'impliquent dans des activités de subsistance comme le commerce, elles tendent à ne pas faire de travail payé dans les champs. La plantation, le sarclage, la récolte et les soins aux animaux sont en général la responsabilité des hommes, comme le montre le tableau.

La saison cyclonique (particulièrement dans les zones côtières) et l'érosion généralisée, le déboisement et l'irrégularité des pluies, qui affectent la production¹⁵, constituent les principaux risques pour la sécurité en matière de subsistance dans le Sud-est. Des routes principales connectent l'est et l'ouest du département du Sud-est (Côtes de Fer et Thiotte) à Port-au-Prince, ainsi qu'une bonne route qui va de Jacmel à la capitale. Les routes d'une zone du Sud-est à l'autre, cependant, sont souvent en mauvais état et exposées aux inondations pendant la saison cyclonique ou à d'autres blocages. Les revenus tendent à être plus élevés d'octobre à décembre, chutant pendant les premiers mois de l'année et arrivant à leur plus bas niveau en avril et mai avant la saison de récolte en juin.

A cause des risques et fluctuations, les ménages du Sud-est emploient une variété de mécanismes pour faire face. Les ménages épargnent pendant les périodes de prospérité (souvent en achetant du bétail ou en investissant de l'argent dans le petit commerce) et dépensent leurs réserves quand nécessaire. La production et la vente du charbon constituent souvent des stratégies de redressement, par exemple en cas de mauvaise récolte.

La vente ou la consommation du bétail constitue une autre stratégie. Les ménages ajustent également leur diète alimentaire, en sautant un repas ou en réduisant leur consommation d'huile, ou en mangeant des denrées farineuses comme la banane et l'igname. Les migrations temporaires de travailleurs vers d'autres parties d'Haïti ou la République Dominicaine sont aussi communes. Toutes ces stratégies étaient évidentes dans le contexte post tremblement de terre.

Le département du Sud-est (et Haïti toute entière) a une économie de cash, même en zones isolées. Même avec l'agriculture en tant que principale activité économique pour la majorité des ménages, les familles dans toutes les tranches de revenus achètent la majorité de leurs aliments. Cela varie selon la zone géographique, et les failles rurales obtiennent la majorité de leurs aliments de leur propre production ; mais en moyenne, les résidents du Sud-est achètent peut-être deux tiers de leurs aliments¹⁶. Les plus pauvres dépensent environ les trois quarts de leurs revenus en aliments¹⁷. Avant le tremblement de terre, environ 5 pour cent des ménages ruraux du Sud-est ont subi une forte insécurité alimentaire, tandis que 15 pour cent étaient modérément affectés par l'insécurité alimentaire comparés aux taux nationaux de 6 et 19 pour cent respectivement.

Les revenus ruraux varient largement selon les classes économiques et les saisons ; mais les interviewés ont indiqué qu'avant le tremblement de terre, le revenu typique d'un ménage était d'environ 100 gourdes (quelques US\$2.50) par jour par adulte travaillant. Donc, un ménage typique de deux adultes aurait un revenu quotidien d'environ 200 gourdes, soit US\$5 par jour¹⁸. Le revenu du ménage moyen dans la ville de Jacmel est plus élevé – environ 350 gourdes par jour.

Tableau 1: Analyse des moyens de subsistance, Ligne de base et affectés (Petit échantillon)

¹⁵ Profil 2005 des moyens de subsistance en Haïti, FEWSNET.

¹⁶ Evaluation d'urgence de la sécurité alimentaire, 2010 ; Profil des moyens de subsistance, FEWSNET, 2005 ; Carte de production/Consommation de denrées en Haïti, USAID/FEWSNET. Un petit échantillon des ménages ruraux achetait 20-60 pour cent de ses aliments.

¹⁷ Evaluation d'urgence de la sécurité alimentaire, 2010.

¹⁸ Les ménages ruraux plus riches gagnent bien plus – 500 gourdes/jour de travail, ou plus.

Par Mois:	Ruraux		Urbains	
	Ligne de base	Affectés	Ligne de base	Affectés
Revenu	2000-8000 HTG	1000-4000 HTG	6000-9000 HTG	4000-8000 HTG
Dépenses	1500-6000 HTG	800-6000 HTG	5000-7000 HTG	2000-5000 HTG

Taux de change approximatif: 40 gourdes pour un dollar américain, 54 gourdes pour un euro, et 60 gourdes pour la livre britannique.

Les estimations initiales indiquent que la chute moyenne dans les revenus après le tremblement de terre, basées sur un petit échantillon, est d'environ 20 – 50 pour cent¹⁹. La chute correspondante dans les dépenses est d'environ 10 – 50 pour cent. Cela est partiellement dû au fait que les familles « épargnent » de l'argent en ne payant pas les dépenses scolaires, les écoles étant fermées²⁰. Les soins de santé, en général assez onéreux, sont fournis gratuitement dans plusieurs zones rurales. Certains ménages ont vu réduire leurs dépenses parce qu'ils n'ont pas à faire des investissements dans des affaires (i.e., achat de vêtements pour la revente) pour des entreprises qui ne sont plus rentables. D'autres dépensent maintenant davantage pour le transport, à la recherche de champs à travailler. La baisse des dépenses alimentaires est de 10 – 40 pour cent, due à une coupe dans la consommation de viande, de haricots, d'huile, et de produits de luxe. Cela est souvent compensé par une consommation accrue de leurs propres produits – souvent des farineux (igname, manioc, millet) et de fruits. Cependant, cette tendance à se passer de protéines est à long terme dangereuse du point de vue nutritionnel. Avec le redressement de l'économie, il sera important d'assurer que les revenus continuent de correspondre aux besoins de base des ménages.

Différentes denrées sont cultivées dans le Sud-est, dont les haricots, le maïs, le millet, la patate douce, l'igname, le manioc, le giraumont, la courge, et des arbres fruitiers comme le bananier, le cocotier et l'oranger. Le calendrier de plantation et les saisons de récolte varient selon le sol, que ce soit en zone montagneuse, ou dans les vallées et les plaines. Il est important de noter que pour plusieurs cultures, la saison de plantation requière davantage de main-d'œuvre que la saison de récolte.

¹⁹ Bien entendu, certains secteurs ont bénéficié de « l'explosion des secours » - transport, ventes de cartes d'appel, travail d'ONG, et certaines entreprises dans le secteur de l'hospitalité.

²⁰ C'est évidemment dans le long terme, pas une épargne.

Tableau 2: Calendrier saisonnier pour le département du Sud-est, Haïti

	Av.	Mai	Juin	Juil	Août	Sép	Oct	Nov	Dec	Jan	Fev	Mars
Demande plus forte de main-d'œuvre agricole locale												
Salaires locaux plus élevés en montagne												
Saisons pluvieuses												
Ouragans/Cyclones						Pire						
Saison de faim												
Plus de transferts												
Plantation haricots et maïs	Bas			montagne				plaines				élevé
Récolte haricots et maïs		montagnes					montagnes				plaines	
Migration ouvriers non qualifiés à Port-au-Prince												
Migration temporaire en RD pour canne à sucre												
Igname, manioc, etc., dans zones montagnes humides	Toute l'année											
Igname pour zones plus sèches dans le Sud-est	plant						récolte					plant
Education/Scolarité												
Fêtes	Pâques								Noël			

SECTION 4. SYSTEMES CRITIQUES DE MARCHÉ

Les systèmes critiques de marché sont ceux qui « ont joué, jouent ou pourraient jouer un rôle majeur pour assurer la survie et/ou protéger les moyens de subsistance de la population cible » dans un contexte d'urgence²¹. ACIDI/VOCA a convoqué une réunion d'agences actives dans la région du Sud-est, dont Save the Children, Diakonie (une ONG allemande), CROSE (une ONG régionale), Medair, le Programme Alimentaire Mondiale, la MINUSTAH (la Mission des Nations Unies de Stabilisation d'Haïti), le Groupe pour les Abris de l'ONU, et le Ministère de l'Agriculture d'Haïti. En tout, quatorze marchés ont été proposés, y compris pour des denrées comme le riz, les haricots et la banane ; plusieurs marchés du travail ; des outils et matériaux de construction (ciment, etc.) ; et des intrants agricoles. Ils ont été classés selon le degré auquel ils ont été affectés par le tremblement de terre ou la réponse d'urgence ; l'importance du marché pour la survie ou la subsistance ; la faisabilité de mettre en œuvre une réponse y relative ; et les mandats des agences pour intervenir dans ce secteur.

Trois systèmes de marché ont été priorisés : les haricots, la main-d'œuvre, et les matériaux de construction. A cause des limitations en termes de ressources humaines et de temps, deux marchés ont été sélectionnés : le marché des haricots, et le marché de la main-d'œuvre agricole. La zone géographique pour le travail sur le terrain a été établie, dans les communes de Jacmel, Bainet et La Vallée. Ce rapport concerne le système de marché pour la main-d'œuvre agricole.

LOGIQUE JUSTIFICATIVE DE LA SELECTION DU SYSTEME DE LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

Une évaluation des moyens de subsistance réalisée en 2005 conclut que le travail (en général d'une main-d'œuvre occasionnelle ou non qualifiée) est une principale source de revenus dans toutes les zones géographiques/de subsistance dans le département du Sud-est, et que les familles pauvres et très pauvres gagnent une part proportionnellement plus grande de leurs revenus à partir du travail – jusqu'à 80 pour cent ou même davantage pour les très pauvres²². Par conséquent, des interventions pour stimuler les marchés du travail ou éviter de les déranger auront un impact positif sur la majorité des ménages dans la population cible, et particulièrement sur les familles les plus pauvres. Le marché pour la main-d'œuvre agricole a été principalement sélectionné à cause de la grande importance de l'agriculture dans l'économie du Sud-est. Dans les zones montagneuses, humides, du Sud-est, « l'agriculture représente la plus grande source d'emploi », et les ménages très pauvres peuvent gagner jusqu'à 60 pour cent de leurs revenus à partir du travail agricole pendant les saisons de plantation et de récolte²³. La production agricole, au total, compte pour 26-50 pour cent des revenus dans le département du Sud-est²⁴. De plus, plusieurs projets planifiés de cash contre travail (reboisement, travaux anti-érosion) partent de compétences agricoles et ont le potentiel de déplacer les employeurs agricoles s'ils sont conçus dans l'ignorance des marchés de la main-d'œuvre agricole.

Question Analytique Clé : Quelle est la meilleure manière d'aider les ménages affectés dans le département du Sud-est à satisfaire leurs besoins de base sans déranger le marché de la main-d'œuvre agricole ?

²¹ Kit d'outils EMMA, p. 46

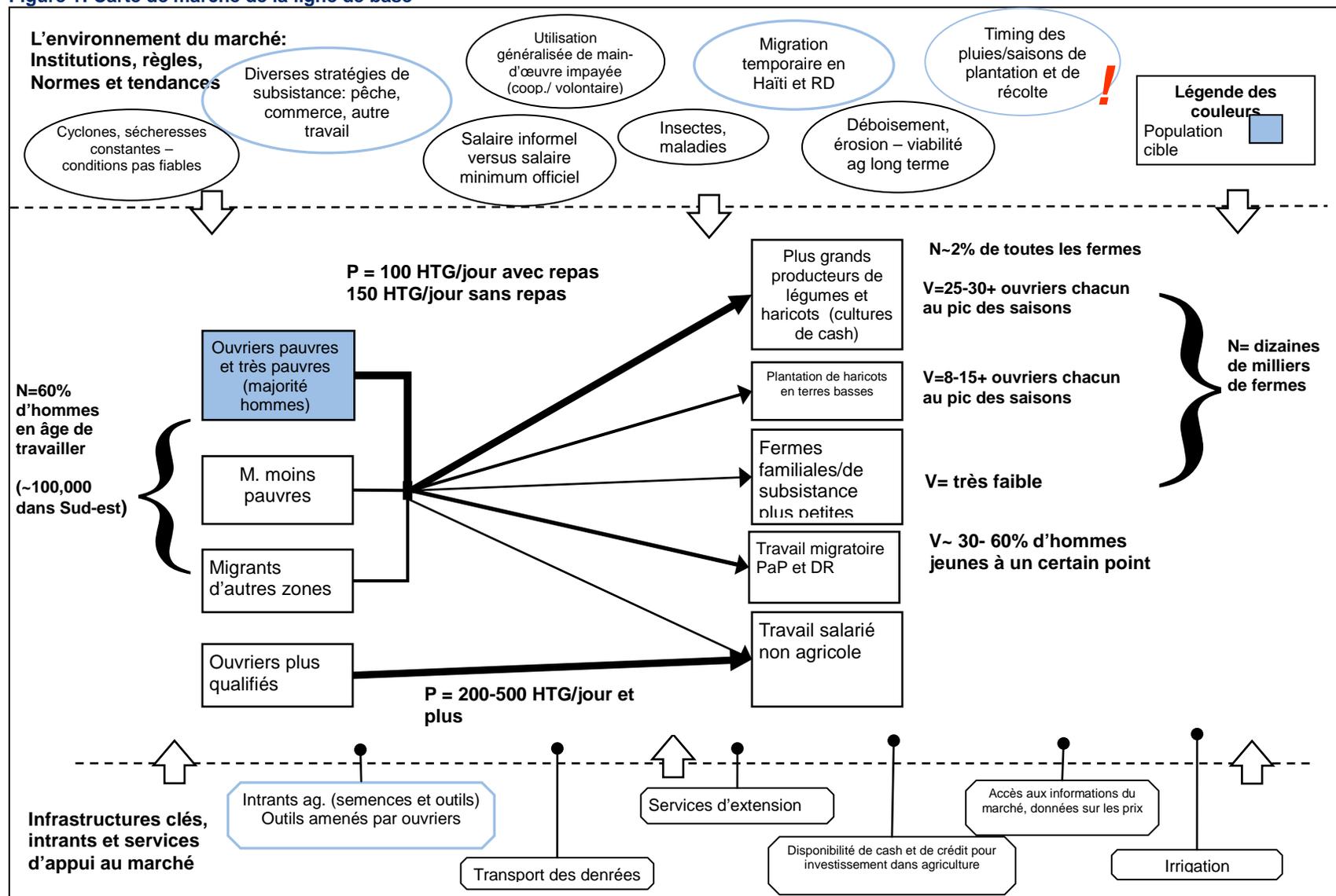
²² Profil des moyens de subsistance en Haïti, 2005, Zones 3, 5 et 6 sont présentes dans le Sud-est. FEWSNET.

²³ Profil des moyens de Subsistance en Haïti, FEWSNET

²⁴ Estimation 2010, FEWSNET

SECTION 5. CARTES DU SYSTÈME DE MARCHÉ DU TRAVAIL AGRICOLE

Figure 1: Carte de marché de la ligne de base



PRIX

Les niveaux de salaire prévalant pour le travail agricole sont comme suit. Ces niveaux sont constants partout dans la zone couverte par l'enquête:

Tableau 3: Niveaux de salaire pour le travail agricole

Niveau	Temps de travail	Extras
50 gourdes ~ \$1.25	Demi-journée (6-11am ou 7am-midi)	Petit déjeuner inclus
75 gourdes ~ \$1.88	Deux tiers d'une journée	Petit déjeuner et déjeuner inclus
100 gourdes ~ 2.50	Journée entière (6-7am jusqu'à 3-4pm)	Petit déjeuner et déjeuner inclus
150 gourdes ~ \$3.75	Journée entière	Pas de repas offert

Les agriculteurs peuvent aussi recruter des ouvriers agricoles sur la base d'un prix fixe pour réaliser des tâches spécifiques.

ENVIRONNEMENT DU MARCHÉ

L'imprévisibilité de la pluviométrie signifie que la demande pour la main-d'œuvre est tout aussi imprévisible. Dans la majorité des zones, les agriculteurs ne peuvent commencer à planter tant que les pluies n'ont pas commencé, sinon les cultures mourront dans un sol chaud et sec. Cela résulte en de grandes variations saisonnières ; pour des cultures telles que les haricots, il y a un grand surplus de main-d'œuvre pendant les semaines précédant le début des pluies, suivi d'un pic immédiat dans la demande et une rareté de main-d'œuvre pendant plusieurs semaines. Le déboisement et l'érosion minent la viabilité à long terme de l'agriculture, y compris le travail agricole, en tant que stratégie de subsistance.

Il existe plusieurs facteurs importants qui affectent l'organisation du travail. D'abord, comme déjà noté, la majorité des personnes dans le Sud-est ont plusieurs stratégies de subsistance. Cela signifie que presque personne ne s'adonne uniquement au travail agricole en tant que source unique de revenus, ce qui implique que travailler comme ouvrier agricole a un coût d'opportunité évident : tous les ouvriers pourraient faire autre chose, donc la disponibilité de la main-d'œuvre, les salaires et les niveaux de qualification sont importants. (Presque tous les travaux agricoles peuvent être considérés comme n'exigeant pas de grandes qualifications). Une alternative commune consiste à déménager à Port-au-Prince (parfois temporairement, parfois de manière permanente) ou en République Dominicaine (en général, temporairement) pour y trouver du travail, souvent dans l'agriculture, la construction, le tourisme, ou le travail domestique. Certaines de ces sources alternatives d'emploi apparaissent dans la carte de chaîne de marché.

De plus, la majorité du travail agricole dans le Sud-est est fait par des moyens autres que la main-d'œuvre salariée. Différents types d'arrangements de travail agricole non salarié incluent des accords de coopérative tels que les groupes de travail réciproque (chaque membre du groupe doit son travail, et travaille à tour de rôle sur la parcelle des autres) ; des arrangements de partage des produits ; l'assistance volontaire sur les parcelles des voisins et amis ; et autres. La plantation et la récolte se font le plus souvent dans le cadre de cet arrangement, tandis que la préparation du sol, la fertilisation et le sarclage sont le plus souvent réalisés par des ouvriers payés. Ces arrangements ne sont pas discutés en détails dans ce rapport, parce qu'ils ne produisent pas de revenus directs, bien qu'il y ait un coût d'opportunité (ainsi qu'un bénéfice) dans la participation ou la non participation à ce genre d'accords sans salaire.

ACTEURS CLES DU MARCHÉ

Les acteurs clés du marché de la main-d'œuvre agricole sont, d'un côté, les ouvriers ruraux qui constituent le réservoir de main-d'œuvre (dont la plupart sont propriétaires de leur propre parcelle ou partagent les produits, et ne sont pas

des ouvriers agricoles à temps plein) et de l'autre côté, les agriculteurs qui recrutent la main-d'œuvre²⁵. Le travail salarié est plus commun parmi les agriculteurs qui produisent des cultures en appelant à une plantation et une récolte rapides, par exemple certains légumes et haricots. Ces cultures génèrent suffisamment de cash pour valoir l'investissement dans le travail salarié (ainsi qu'une fertilisation plus intensive, le transport, etc.). Les plus grandes fermes (une petite minorité parmi toutes les fermes) sont aussi plus susceptibles de recruter de la main-d'œuvre payée, la demande d'ouvrier dépassant leurs réseaux de membres de la famille, amis et clients. Les plus petites fermes familiales sont moins susceptibles de recruter des ouvriers, et n'en recrutent que peu quand elles le font. Par exemple, une famille propriétaire de deux parcelles a dit que le plus grand nombre d'hommes qu'elle ait jamais recruté une fois était de huit, tandis que des propriétaires terriens plus riches ont dit que pendant le pic des saisons de plantation, ils pouvaient recruter jusqu'à 25-30 hommes. Les ouvriers tendent à être recrutés à la journée ou à la demi-journée.

Bien que le travail fasse partie des stratégies de subsistance de la majorité des ménages dans le Sud-est, en général plus un ménage est pauvre, plus élevé est le pourcentage de ses revenus découlant du travail (sauf parmi les ouvriers qualifiés de la classe moyenne, tels que les enseignants). Comme déjà noté, les femmes tendent à ne pas être recrutées en tant qu'ouvrier agricole, bien qu'elles fassent la récolte (sauf pour les cultures difficiles comme les tubercules) ainsi que certains travaux de plantation et de sarclage dans leurs propres jardins et sur les parcelles de leurs parents²⁶.

Bien que cela puisse être une erreur de parler de « chômage » compte tenu de l'étendue du secteur informel en Haïti et le fait que le travail est habituellement l'une de nombreuses sources de revenus pour les ménages, le chômage et le sous-emploi sont traditionnellement reconnus comme généralisés en Haïti. Quand le réservoir de main-d'œuvre agricole excède la demande dans le département du Sud-est (comme c'est souvent le cas), plusieurs ouvriers ruraux essaient habituellement de trouver du travail plus lucratif dans d'autres secteurs (le commerce, la construction, faire le taxi-moto, etc.). La migration temporaire à Port-au-Prince ou en République Dominicaine a une importante fonction d'absorption de l'offre excessive et d'apport de revenus pour les ménages. Les estimations varient grandement, mais une décade auparavant, peut-être 20-30 pour cent des hommes du Sud-est pourraient aller en République Dominicaine à un moment donné de leur vie. Ce phénomène est en croissance stable. Des informateurs clés disent qu'une migration informelle vers la République Dominicaine est très commune, particulièrement pour ceux qui vivent dans l'est du Département du Sud-est proche de la frontière (Thiotte, Anse à Pitres). En 2008, des agriculteurs de Thiotte ont dit qu'il était difficile de trouver suffisamment d'ouvriers parce que les travailleurs sont attirés par des salaires plus élevés de l'autre côté de la frontière et la production agricole en souffre²⁷.

SERVICES ET INFRASTRUCTURE CLES

Les services critiques clés à l'agriculture et par conséquent au travail agricole incluent des semences (fournies par les agriculteurs) et des outils (apportés par les ouvriers) ; le crédit ; le transport ; et l'accès aux informations sur le marché et les prix. La majorité des agriculteurs irriguent leurs terres en transportant des seaux d'eau en provenance de sources ou de rivières proches (seulement environ 2 pour cent de la terre arable est irriguée par canalisation). En Haïti les services financiers sont très limités, et il est rare d'y trouver des produits financiers appropriés²⁸.

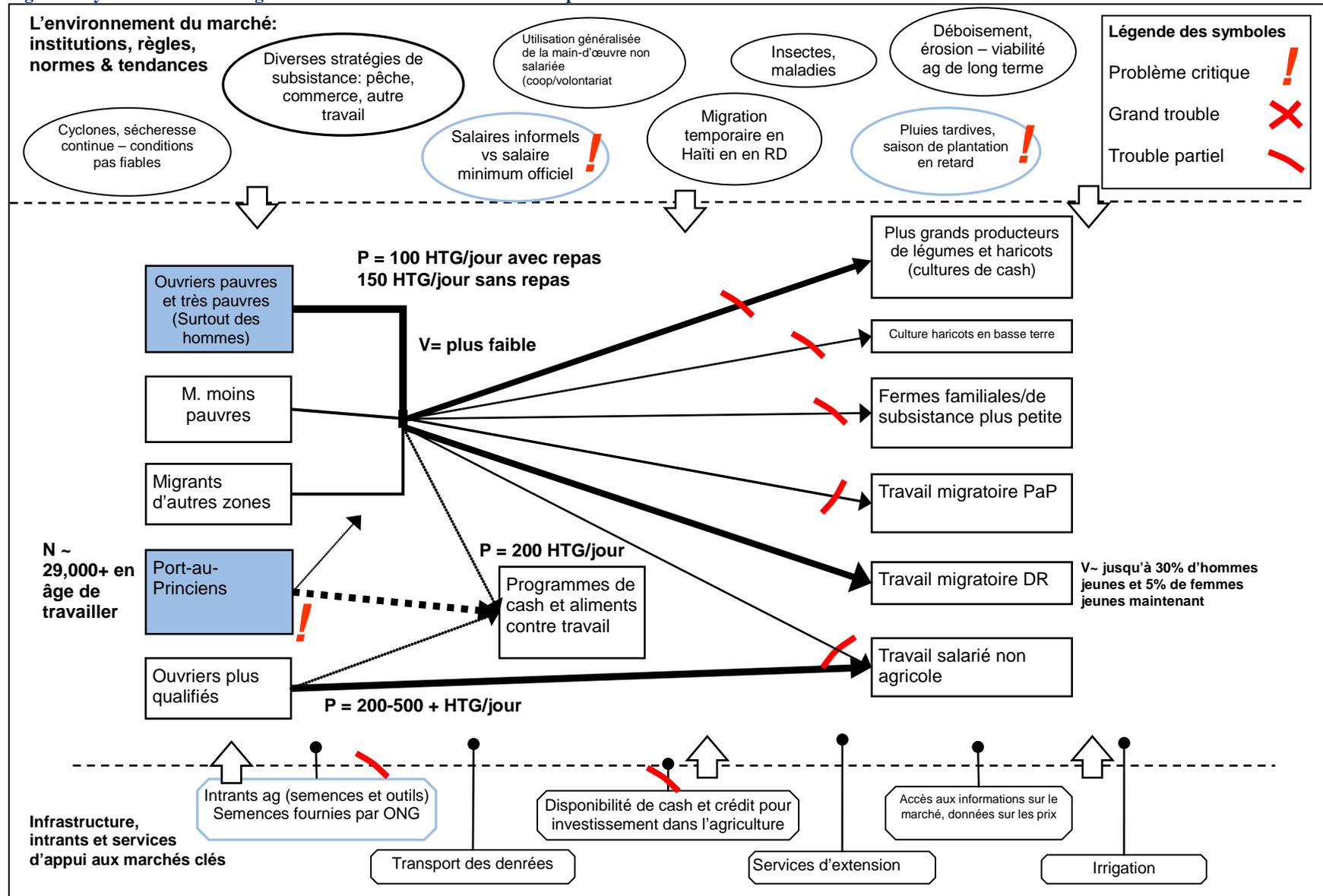
²⁵ Il n'existe pas d'estimation fiable actualisée du nombre de fermes dans le Sud-est. Le recensement de 1971 a compté 616,700 fermes dans le pays – même avec une importante réduction – la proportion dans le Sud-est serait de 10-30,000 fermes, dont la majorité sont très petites.

²⁶ Sur la base d'une analyse préliminaire de ce point, cela ne semble pas être nécessairement un cas d'*exclusion* des femmes du travail agricole salarié. Les femmes semblent préférer travailler dans le commerce (en fait, cela peut même s'avérer plus lucratif), bien qu'elles travailleront dans des projets de cash contre argent liés à l'agriculture.

²⁷ Personnel d'ACDI/VOCA, évaluation rurale rapide, juin 2008. La migration informelle est souvent gérée par les « bucons » (intermédiaires) qui arrangent les paiements aux officiels de la frontière. Cependant, ce n'est pas sans risque ; avec les salaires payés à la fin du mois, certains haïtiens travaillent mais ne reçoivent pas leur salaire, ce qui les laisse sans grand recours.

²⁸ Les prestataires de services financiers sont des coopératives, des institutions de micro-finance, des prêteurs sur gages ; certains des services offrent cependant des prêts à terme alignés sur le calendrier agricole.

Figure 2: Système du Marché Agricole de la Main-d'œuvre Deux Mois après le tremblement de terre en Haïti



PRIX

Les salaires pour le travail agricole – 100-150 gourdes par jour – semblent être restés les mêmes après le tremblement de terre, peut-être parce qu'ils sont actuellement en retranchement. Le salaire minimum officiel à Jacmel est de 200 gourdes, soit environ US\$5 par jour, que les ONG qui organisent des projets de cash contre travail dans la ville de Jacmel ont accepté de payer²⁹. Si cela s'étend aux zones rurales (c'est actuellement ouvert à la flexibilité), le niveau en serait bien plus attirant que les salaires informels payés pour le travail agricole, écartant les ouvriers agricoles des champs à des moments clés.

ENVIRONNEMENT DU MARCHÉ

Cette année, les pluies tardives signifient que les agriculteurs, tout comme le travail sur le terrain de l'équipe d'EMMA en mars et début avril, n'ont pas commencé leurs saisons de plantation pour certaines cultures, et par conséquent les ouvriers agricoles n'ont pu prédire avec exactitude quand les agriculteurs commenceront à les recruter.

Plusieurs programmes planifiés de cash contre travail (voir « les Acteurs de la Chaîne du Marché ») envisagent des projets relatifs à l'environnement, par exemple le reboisement et les barrières contre l'érosion. Le secteur de l'agriculture étant maintenant encore plus vulnérable qu'avant, il est critique de traiter des problèmes environnementaux pour assurer la résistance et la rentabilité de l'agriculture (et donc de l'emploi agricole).

ACTEURS DE LA CHAÎNE DE MARCHÉ

Les grands agriculteurs qui sont normalement les grands employeurs du secteur de l'agriculture ont été économiquement frappés par le tremblement de terre. Cela a un double impact sur la main-d'œuvre. D'abord, les agriculteurs ont moins d'argent pour payer le travail salarié, ce qui rend plus difficile la préparation de la terre pour la plantation des cultures en temps opportun avec le début des pluies. Ensuite, les agriculteurs sont moins en mesure d'acheter des semences et autres intrants (bien que plusieurs agences aient d'importants programmes de distribution de semences pour certaines cultures), ce qui signifie qu'ils planteront peut-être moins de cultures que d'habitude, ce qui résultera en une moindre demande de main-d'œuvre. Les agriculteurs ont autant que possible recours à l'aide impayée de parents et d'amis, et les femmes qui en général ne se livrent pas à certaines tâches pourraient s'impliquer.

Après le tremblement de terre, au moins 50,000 personnes, ou plus, ont quitté Port-au-Prince pour la région du Sud-est ; la majorité d'entre elles habitent chez des parents ou des amis. Ils tendent à être plus jeunes, souvent des étudiants ou de jeunes femmes avec des enfants. Ces personnes tendent à avoir une bonne instruction et répugnent souvent à se livrer au travail manuel ou agricole, même si elles n'ont que peu d'options pour gagner leur vie (en fait, certaines sont déjà retournées à Port-au-Prince à cause du manque d'opportunités d'emploi dans le Sud-est). La majorité de ces déplacés internes (DI) s'en remettent à l'assistance de parents ou d'amis pour faire aller, et en retour contribuent à l'économie familiale (i.e., en aidant dans les jardins familiaux). Plusieurs de ces personnes envoyaient de l'argent à leur famille dans le Sud-est quand elles vivaient et travaillaient à Port-au-Prince ; leur retour constitue donc un double coup économique pour leurs familles : la perte d'une source de revenus, et une augmentation des dépenses.

Il est intéressant que les informateurs clés notent que bien que des tâches agricoles comme la plantation et le labour puissent répugner aux DI de la capitale, les projets de cash contre argent comme le « reboisement » ou les « barrières contre l'érosion du sol » sont pour eux acceptables, parce qu'ils ont un certain cachet progressiste et de responsabilité environnementale. Cela, en dépit du fait que le travail physique (i.e., planter de jeunes arbres versus planter des légumes) soit très similaire. Par conséquent, les DI peuvent être attirés par la programmation de cash contre argent bien qu'il soit peu vraisemblable qu'ils fassent un travail agricole salarié.

²⁹ Personnel d'ACDI/VOCA; Groupe de Redressement Précoce

De plus, plusieurs ONG et agences internationales ont déjà démarré des programmes de cash contre travail à Jacmel, et d'autres programmes (cash et aliments contre travail) sont planifiés pour des zones rurales à partir d'avril 2010. Ces derniers sont indiqués par des pointillés sur la carte des zones affectées. Bien qu'il existe un grand nombre d'activités de cash contre travail en Haïti, elles sont en général concentrées à Port-au-Prince et d'autres zones telles que les départements de l'Ouest, de l'Artibonite et du Sud.

Tableau 4: Projets de cash contre aliments et cash contre travail actuels et prévus dans le département du Sud-est d'Haïti

Agence	No. d'employés	Lieu	Type de travail
ACDI/VOCA	2,000/mois	Thiotte, La Vallée, Bainet, Côtes-de-Fer	Mitigation de cyclone, reboisement, réparation de routes, élimination de débris, infrastructure agricole
Food for the Hungry	[pas connu]	Siloé	Élimination de décombres
Bureau du Maire de Jacmel	779	Jacmel (ville)	Élimination de débris, gestion des déchets
Plan	[pas connu]	Jacmel	
Save the Children	2000 prévus dont 1,290 actuels – pourrait augmenter considérablement	Divisé à égalité entre villes et zones rurales	
PNUD	[pas connu]		
Welthungerhilfe	600	Jacmel (ville)	Construction
Programme Alimentaire Mondial	[pas connu]		

*Données du personnel d'organisation et du Groupe de Redressement Précoce « Qui Quoi Où », base de données visitée le 15 Avril 2010.

D'autres employeurs habituels d'ouvriers peu et pas qualifiés ont été gravement affectés par le tremblement de terre. Par exemple, en dépit des opportunités évidentes dans le secteur de la construction, la reconstruction n'a pas démarré à cause de plusieurs facteurs. (Voir le rapport EMMA de février 2010 sur la main-d'œuvre dans la construction pour plus de détails). Cela signifie que les surplus saisonniers de la main-d'œuvre agricole sont exacerbés. La migration vers la République Dominicaine (en général officieuse) s'accroît déjà après le tremblement de terre, et a beaucoup augmenté, la demande dominicaine de main-d'œuvre n'ayant pas été dérangée par le tremblement de terre. Certaines estimations suggèrent que 20-30 pour cent des jeunes hommes et 5 pour cent des jeunes femmes ont traversé la frontière.

SERVICES ET INFRASTRUCTURE CLES

Une chute dans les revenus et les actifs partout dans la région, ajoutée au manque de services financiers agricoles appropriés, signifie que de nombreux agriculteurs n'ont pas le cash nécessaire pour acheter des semences et d'autres intrants, et qu'il est par conséquent peu vraisemblable qu'ils recruteront autant d'ouvriers que d'habitude. Cela signifie non seulement un trouble du côté de la demande de main-d'œuvre agricole sur ce marché, mais aussi un potentiel trouble de l'approvisionnement, plus tard dans l'année, pour plusieurs cultures³⁰. Cela peut amener à une spirale descendante de sous-plantation, causant une demande moindre de main-d'œuvre, qui à son tour entrainera une chute

³⁰ Voir l'évaluation EMMA 2010 pour les haricots dans la région du Sud-est pour davantage d'informations et des recommandations faites.

dans les revenus aussi bien des ouvriers agricoles que pour les agriculteurs à la saison de la récolte, aboutissant finalement à des augmentations potentielles des prix des aliments et à une insécurité alimentaire accrue (voir l'évaluation EMMA 2010 relative aux haricots dans le Sud-est pour plus d'informations).

Plusieurs agences internationales s'engagent actuellement dans des activités de distribution de semences, achetées d'agriculteurs dans le cadre de programmes de « multiplication de semences », ce qui devrait aider à mitiger cet impact. Par exemple, ACDI/VOCA a fourni des semences certifiées d'haricots et de tubercules, ainsi que du cash, à 6,000 agriculteurs dans la région. Cependant, on ne sait pas si la quantité de semences distribuées correspond aux besoins dans la région.

SECTION 6. PRINCIPALES CONCLUSIONS : RESULTATS DE L'ANALYSE DE L'ECART ET DU MARCHÉ

Question Analytique Clé : Quelle est la meilleure façon d'aider les ménages affectés à satisfaire leurs besoins de base tout en ne dérangeant pas le marché du travail agricole ?

Tableau 5: Analyse de l'Écart dans les Revenus

Écart dans les Revenus pour les Ménages du Sud-est après le Tremblement de terre³¹			
	Population	Revenu mensuel moyen/ménage	Perte moyenne de revenu
Avant tremblement de terre	550,000 – 575,000 (~110-115k M.)	2000-8000 HTG rural 6000-9000 HTG urbain	2,200 HTG par ménage par mois (~\$6.05 millions) La perte de revenus déclarée allait de 0 à 4,400 gourdes/mois.
Après tremblement de terre	600,000 – 625,000 (même no. de M.)	1500-6000 HTG rural 4000-8000 HTG urbain	

A cause de la fréquence des crises économiques en Haïti, le tremblement de terre du 12 janvier ne peut être traité comme une catastrophe unique entraînant une différence certaine entre avant et après dans les dépenses et la consommation. Les ménages dans le Sud-est ont déjà développé une variété de stratégies pour faire face, comme consommer davantage de produits cultivés à la maison comme les tubercules farineuses, et dépenser le cash et les actifs gardés en réserve. Cela résulte en un déclin graduel de la qualité de vie, plutôt qu'en une énorme chute subite. Par conséquent, il est difficile de quantifier l'écart exact pour faire face aux besoins de base, et plus efficace d'étudier les niveaux de revenus normaux comparés aux niveaux affectés. La restauration des revenus à leurs niveaux normaux devrait résulter en une amélioration similairement graduelle de la qualité de vie (i.e., commencer à acheter davantage d'aliments nutritifs) et la reconstitution de l'épargne pour mitiger l'impact de la prochaine crise.

ANALYSE DU MARCHÉ: PERFORMANCE PASSEE, PRESENTE ET FUTURE

Dans l'environnement d'avant le tremblement de terre, le marché du travail agricole était caractérisé par une suroffre de main-d'œuvre pendant la majorité de l'année, sauf pendant les saisons de plantation et de récolte, moments où la demande correspondait à l'offre ou la dépassait. Très peu de ménages dépendaient donc du travail agricole en tant que principale source de revenus ; ils s'impliquaient plutôt dans le travail agricole pendant les saisons pic et recouraient à d'autres types d'activités comme le commerce, la vente de produits agricoles, et d'autres stratégies, pour générer des

³¹ Les estimations démographiques d'avant le tremblement de terre et du nombre de DI qui sont encore dans le Sud-est varient. La majorité des Port-au-Princiens déplacés habitant chez des parents ou des amis, le nombre de ménages reste stable mais le nombre de personnes incluses dans un ménage a augmenté – augmentant donc la nécessité de revenus. Les estimations relatives aux revenus sont basées sur des données déclarées volontairement par des ménages et des sources secondaires, ce qui rend impossible d'arriver à une totale exactitude. Certains ménages ont déclaré avoir des revenus stables.

revenus. Les ménages accumulaient aussi de l'épargne pendant les temps de vaches grasses et dépensaient leurs réserves pendant les temps de vaches maigres.

Actuellement, la demande est réduite étant donné que les agriculteurs n'ont plus autant de cash/actifs en mains pour acheter les mêmes quantités de semences et d'autres intrants et payer la même quantité de main-d'œuvre que d'habitude. Ceci est un problème critique, pas seulement pour le marché de la main-d'œuvre, mais aussi parce que si on ne lui trouve pas une solution il peut aboutir à une spirale descendante de sous-plantation, sous-emploi, récoltes réduites, revenus réduits pour les agriculteurs et les ouvriers, et sécurité alimentaire réduite suite au manque d'approvisionnement, ce qui affectera les saisons subséquentes.

De plus, l'offre de main-d'œuvre est accrue suite à l'arrivée de Port-au-Princiens et à la chute de la demande pour d'autres types d'emplois plus lucratifs (comme dans la construction). Les prix du travail (i.e., les salaires) restent inchangés, peut-être du fait qu'ils sont culturellement en retranchement ou parce qu'ils sont déjà très faibles et ne peuvent chuter encore plus.

La performance future du marché de la main-d'œuvre agricole continuera vraisemblablement à se caractériser par une suroffre. Compte tenu de l'influx de DI et du sous-emploi préexistant, et de l'aversion des DI pour le travail agricole, il est peu vraisemblable que même un vigoureux programme de cash contre travail arrive à créer une rareté d'ouvriers agricoles. Les niveaux de salaires, si établis au tarif de 200 gourdes/jour de Jacmel, attirera certainement des ouvriers qui ne reçoivent que 100-150 gourdes/jour pour leurs travaux dans les fermes. Cependant, si les tarifs en milieu rural sont établis juste en dessous ou proches de ces niveaux, et particulièrement si la modalité de la demi-journée de travail est utilisée pendant les saisons de plantation et de récolte, les ouvriers pourraient s'impliquer dans des travaux critiques de préparation de la terre et de plantation dans la matinée et se rendre sur des sites de cash contre travail dans l'après-midi (ou vice-versa).

Sur la base d'une étude du marché des haricots dans le Sud-est et d'observations du marché informel, il ne semble pas y avoir en général de rareté de la majorité des denrées de base. Cela signifie qu'une intervention basée sur le cash ne devrait vraisemblablement pas entraîner de raretés ni d'inflation des prix. Pour la majorité des denrées, les marchés régionaux du Sud-est sont relativement bien intégrés au principal marché à Port-au-Prince³².

POUR ETUDE PLUS PROFONDE

- Possibilités d'interventions de plus long terme capables de créer des opportunités d'emploi durable et de long terme dans le Sud-est, au-delà des interventions de court terme comme le cash contre travail (comme la production de combustibles alternatifs à partir de déchets agricoles). L'exploration de ces possibilités est inscrite dans la section de ce rapport portant sur les Recommandations.
- Evaluation d'autres importantes chaînes de valeur agricole dans le Sud-est (au-delà du marché des haricots étudié dans un rapport EMMA connexe d'avril 2010), comme le maïs et l'igname, pour voir comment la promotion de ces denrées pourrait stimuler l'emploi, et pour confirmer qu'il n'y a pas de raretés dans les marchés locaux de ces produits qui pourraient être exacerbées par une intervention de cash.

³² Basé sur les données relatives aux prix de FEWSNET, 2005-2010. Les prix des produits cultivés localement comme le maïs ne devraient vraisemblablement pas atteindre le niveau des prix pratiqués à Port-au-Prince ; mais en ce qui concerne les produits communs importés tels que les pâtes et le riz, les prix à Jacmel augmentent et chutent de manière prévisible sur la base des prix pratiqués à Port-au-Prince.

SECTION 7. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS

La grande majorité des interviewés ont déclaré une préférence pour l'assistance basée sur le cash. De rares interviewés ont suggéré que l'assistance en nature (i.e., des aliments) pourrait être appropriée, mais avec des mises en garde: seulement si sa fin progressive est programmée pour le début de la principale saison de récolte en juin, et si les aliments sont achetés de détaillants locaux du Sud-est dans la mesure du possible. D'autres ont indiqué qu'un mélange de cash et de rétribution en nature serait acceptable, avec une majorité des rétributions en cash.

A la question « quels types de projets auraient été préférables », des travaux de conservation du sol et contre l'érosion, la réhabilitation routière, le reboisement et d'autres types de projets à effet multiplicateur pour la communauté et l'économie ont été suggérés³³. Plusieurs informateurs ont spécialement demandé que des opportunités d'emploi de court terme soient offertes dans davantage de zones rurales, pas juste seulement dans les plus grandes villes. Deux informateurs ont aussi suggéré que des interventions de cash ou d'aliments contre travail soient conçus de manière à ce qu'ils ne minent pas, ni n'entrent en compétition avec les programmes de volontariat religieux ou communautaire communs dans le Sud-est. Par conséquent, les membres de la communauté devraient jouer un rôle actif dans la conception des interventions de cash contre travail pour faire face à ce problème dans la conception de programmes.

L'équipe d'EMMA propose les actions suivantes, classées pour viser trois catégories de problèmes majeurs :

Pour aider les producteurs agricoles à se procurer des intrants et de la main-d'œuvre pendant cette saison de culture:

- Distribution de semences (certifiées/testées pour le taux de germination) et d'autres intrants afin d'éviter la sous-plantation pendant cette saison et la « spirale descendante » de la sous-production et la réduction des revenus comme exposé ci-dessus.
- A long terme, il faudrait appuyer un système qui fonctionne en matière de semences pour fournir des semences de qualité à des prix abordables.
- Envisager de doter les grands agriculteurs d'actifs – des dons cash ou des prêts à des taux commerciaux conditionnels – pour une stimulation immédiate et donner des liquidités aux agriculteurs.

Pour aider les ménages affectés à retrouver les revenus perdus tout en ne déplaçant pas l'emploi régulier dans l'immédiat :

- Organiser des projets de cash contre travail dans des zones accessibles pour les ouvriers ruraux. Cela peut se faire même pendant la saison de plantation intensive (particulièrement en avril) dans la mesure où l'emploi à la demi-journée est offert pendant ce temps (i.e., cash contre travail dans la matinée et emploi dans la plantation dans l'après-midi)³⁴. Cela devrait se faire dans l'objectif express d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages dans le court terme (3-12 mois) pour combler l'écart causé par la trop faible demande de main-d'œuvre. Une intervention cash devrait avoir des effets multiplicateurs pour lancer la vente et le commerce qui sont le moteur d'une grande partie de l'économie.
- Tenir compte des considérations de ciblage pour le cash contre travail. Des programmes antérieurs de cash contre travail ont été perçus comme fiables pour la capture de l'élite, les gens pensant que les figures

³³ Cependant, il s'agit en général de projets financés par des agences internationales ; il est donc vraisemblable qu'au moins certains informateurs aient donné des réponses qu'à leur avis les interviewers souhaitaient entendre.

³⁴ La demi-journée de travail, ou planifier aux alentours des saisons de plantation et de récolte, est particulièrement important parce que la plantation et la récolte se font en général dans le cadre d'arrangements n'impliquant pas de paiements comme décrit ci-dessus dans ce rapport. Compte tenu de l'importance communautaire de ces arrangements, il n'est pas à conseiller de créer des opportunités de paiements qui pourraient inciter certaines personnes à refuser les arrangements coopératifs typiques.

politiques s'étaient arrangées pour donner des spots à leurs supporteurs. Les programmes de cash contre travail peuvent cibler les personnes déplacées de Port-au-Prince, dans la mesure où cela se fait de manière à ne pas causer de ressentiments au sein de la communauté hôte. Cela peut être aussi une bonne idée de cibler les femmes, puisqu'elles ne font pas partie du réservoir typique d'ouvriers agricoles ; cependant, cela devrait se faire en restant sensible aux activités domestiques et autres gagne-pain des femmes (i.e., planter et récolter dans leurs propres jardins et ceux des autres selon des arrangements n'impliquant pas de salaire ; commerce et petit commerce ; soins aux enfants et autres tâches domestiques), par exemple en offrant du travail à la demi-journée.

- Etablir les niveaux de salaire pour le cash contre travail dans les zones rurales afin qu'ils n'entrent pas en compétition avec les 100-150 gourdes/jour payés pour le travail agricole, et assurer que les ménages les plus pauvres sont ciblés.
- S'il faut absolument faire de l'aliment contre travail, cela devrait être aussi limité que possible : i.e., en n'offrant des aliments que jusqu'au début de la saison de récolte en juin ; en offrant la rémunération partiellement en cash et partiellement en aliments ; ou en achetant les aliments au niveau local (des détaillants plutôt que des agriculteurs, afin d'éviter de déranger le reste des chaînes du marché des denrées).
- Donner des dons cash inconditionnels aux plus vulnérables, i.e., les ménages sans aucun ouvrier en état de travailler, au moins pendant les prochains mois et avec une stratégie d'exit claire.
- Poursuivre le monitoring des prix des denrées (i.e., via FEWSNET) et des NFI, particulièrement tout au long des principales saisons de récolte ; et le monitoring des niveaux de revenus jusqu'à la fin de 2010 ou au-delà (particulièrement les revenus provenant de sources de projets n'impliquant pas de cash) pour assurer que les interventions n'ont pas de conséquences non désirées, i.e., l'augmentation des prix par l'inflation ou la création de raretés.

Pour stimuler l'emploi dans l'agriculture dans le moyen et long terme :

- Explorer des opportunités alternatives d'emploi viables en milieu rural/dans l'agriculture, par exemple transformer les déchets agricoles en combustibles alternatifs. Cela en appellerait à une analyse séparée et profonde de viabilité des activités à promouvoir.
- Etablir des partenariats avec des institutions financières existantes, ou monter de nouvelles institutions si nécessaire, pour offrir des services financiers durables. Cela inclut non seulement le crédit (avec des prêts à délais de remboursement appropriés qui correspondent aux cycles de culture et de plantation), mais aussi des offres plus sophistiquées comme l'assurance des cultures³⁵.
- Interventions de réduction des risques de désastre tout au long des chaînes de valeur agricole, spécialement celles les plus vulnérables aux dommages que pourrait causer la saison cyclonique 2010.

Voir les Annexes pour un tableau complet de recommandations de réponse.

³⁵ Opportunity International et d'autres ont de bons exemples de produits simples d'assurance de cultures basée, par exemple, sur la pluviométrie, pour minimiser le coût de la vérification des dommages. Cette stratégie en appellerait à l'implication d'un partenaire international ou qui couvrirait le territoire national pour le partage des risques, étant donné que tous les agriculteurs du Sud-est sont essentiellement vulnérables aux mêmes chocs.

ANNEX I. TABLEAU DES RECOMMANDATIONS DE REPONSE

Activités de réponse	Risques et suppositions clés	Points relatifs au Timing	Effets vraisemblables sur le Système de Marché et les Groupes Cibles	Indicateurs potentiels
Transferts inconditionnels de cash aux plus vulnérables	Critères de ciblage soigneux et transparent. Stratégie d'exit/transition claire nécessaire.	Prochains 3-12 mois.	Pas d'effet sur le marché de la main-d'œuvre, les plus vulnérables étant incapables de travailler ; mais devrait aider à revigorer la demande de denrées de base et NFI, et combler l'écart dans les besoins de base.	-Niveaux de revenus des M, tendant vers la normale. - Prix des denrées pendant la saison de récolte
Cash contre travail (programmé dans le temps et structuré de manière à ne pas déranger les activités de plantation et de récolte).	Critères de ciblage soigneux et transparent. Activités sélectionnées avec l'aide de la communauté. Niveaux de salaire ne doivent pas dépasser le niveau habituel.	Prochains 3-12 mois. Conçu pour ne pas nuire à la plantation et la récolte.	Avec les transferts de cash, devrait combler l'écart dans les revenus faibles, assurant que les ménages peuvent satisfaire leurs besoins de base (et, espérons-le, stimuler les marchés pour les denrées et NFI de base). Activités contribuant à la résistance environnementale et aidant à la durabilité à long terme de l'agriculture.	Nombre de bénéficiaires; montant des salaires payés ; monitoring des prix et quantités de denrées pendant les prochains 3-12 mois.

Activités de réponse	Risques et suppositions clés	Points relatifs au Timing	Effets vraisemblables sur le Système de Marché et les Groupes Cibles	Indicateurs potentiels
Distribution (continuation de la distribution) de semences (certifiées, testées pour la germination) de qualité, idéalement via des programmes d'achat local, prêts pour semence/ multiplication de semences, etc.	Nécessité de cibler des cultivateurs qui n'auraient autrement pas accès aux semences. Distribution sélectionnée parce qu'il n'y a pratiquement pas de pourvoyeurs de semences de qualité appartenant au secteur privé. Cependant, les distributions gênent les acteurs du marché (détaillants et Madan Sara) qui vendent des grains à planter de mauvaise qualité. C'est en fait peut-être désiré, mais le ressentiment qui en résulte doit être pris en compte.	Doit se faire immédiatement pour avoir un impact.	Cela libérera du cash des agriculteurs pour payer les ouvriers, évitant une chute additionnelle dans l'emploi. Dans le court et moyen terme, le travail avec des associations d'agriculteurs pour produire et multiplier des semences sera plus durable que la distribution. A long terme, un système de semences relevant du secteur privé est plus durable et peut stimuler l'emploi dans l'agriculture en stabilisant les chaînes de valeur agricole (voir le rapport EMMA 2010 sur les haricots dans le Sud-est pour plus de détails).	Quantité de semences distribuées en pourcentage des besoins non satisfaits en semences ; nombre d'hommes par jour recrutés comparé à l'an dernier ou année « normale ».
Dons ou prêts aux grands agriculteurs.	Graves problèmes de ciblage – ressentiment probable de ceux qui ne participent pas. Pour les dons de cash, il faudrait des attentes claires et un suivi. Les deux options ont des implications pour les services financiers de long terme qui doivent être pris en considération.	Le crédit constituerait une meilleure option, mais serait difficile à établir avec succès dans le court terme. Des dons de cash pourraient être faits immédiatement.	Cela donnera des liquidités aux agriculteurs pour l'achat de semences et payer les ouvriers, ce qui devrait aider à normaliser l'emploi dans l'agriculture et (ce qui est peut-être plus important) assurer que les champs ne sont pas sous-ensemencés à cause du manque de semences, de main-d'œuvre ou autres intrants.	Quantité de semences achetées et de main-d'œuvre recrutée comparé aux années de ligne de base. Taux de remboursement si du crédit est offert.

Activités de réponse	Risques et suppositions clés	Points relatifs au Timing	Effets vraisemblables sur le Système de Marché et les Groupes Cibles	Indicateurs potentiels
Stimulation des institutions financières existantes, ou établissement de nouvelles, pour offrir du financement agricole (crédit, assurances).	En appelle à un examen plus profond du paysage financier en Haïti et des produits potentiels à offrir.	Peut commencer dans les prochains mois, avec des effets à plus long terme (plusieurs années).	L'accès économique aux intrants agricoles peut aider à régulariser la demande de main-d'œuvre agricole (les agriculteurs ne pourront pas recruter des ouvriers ni acheter des semences à cause du cash flow).	Établissement d'institution ou partenariat; nouveaux produits financiers lancés ; nombre de clients.
Stimulation d'opportunités d'emplois alternatifs ruraux.	En appelle à un examen en profondeur pour assurer que toutes les activités promues sont viables et compétitives. Les possibilités pourraient inclure, par exemple, l'apiculture, l'élevage amélioré, produits agricoles de grande valeur (i.e., huiles essentielles), production de combustibles alternatifs, artisanat, etc.	L'exploration des possibilités peut commencer immédiatement si les ressources le permettent ; la programmation prendrait plusieurs années.	Stimuler d'autres opportunités d'emploi rural peut offrir une alternative plus attirante que l'émigration à Port-au-Prince ou en République Dominicaine et peut servir d'emploi alternatif quand il n'y a pas de demande de main-d'œuvre agricole. Il faudrait concevoir cela comme une intervention directe (i.e., les ONG ne devraient pas directement employer des gens pour ces projets).	Nombre de nouveaux négoce établis ; montant des revenus générés ; régularisation des revenus et des dépenses (minimisation des fluctuations saisonnières).

Activités de réponse	Risques et suppositions clés	Points relatifs au Timing	Effets vraisemblables sur le Système de Marché et les Groupes Cibles	Indicateurs potentiels
Préparation pour les réponses pour la saison cyclonique 2010.	Les possibilités incluent d'aider les agriculteurs ou les Madan Sara à conserver adéquatement les surplus des récoltes ; promotion des groupes d'épargne communautaires comme filet de sécurité ; activités de mitigation des désastres via le cash contre travail ; examen des effets vraisemblables des cyclones.	Aussitôt que possible. La saison cyclonique commence en juin mais empire en septembre	Cela peut aider les chaînes du marché agricole à mitiger les effets des désastres, ce qui offre aux agriculteurs davantage de revenus, en les aidant à maintenir la demande de main-d'œuvre au niveau normal.	La dimension des récoltes comparée aux années antérieures ; prix pour les principales denrées.

ANNEXE 2. RESSOURCES UTILISEES

Le Groupe de Travail sur le Redressement précoce, Groupe sur Haïti, Base de données “Who What Where”, Cash contre Travail. Site visité le 15 Avril 2010:

<http://oneresponse.info/Disasters/Haiti/Early%20Recovery/Pages/default.aspx>

Groupe de travail sur le Redressement Précoce en Haïti. 25 Février 2010.

Collier, Paul. *The Bottom Billion*. Oxford University Press, 2008.

Dixon, Sam et Julius Holt. “Port-Au-Prince Urban Baseline: An Assessment of Food and Livelihood Security in Port-au-Prince.” USAID FEWS NET, Avril-Mai 2009.

Rapports #29 et 30 sur la situation en Haïti suite au Tremblement de Terre. Bureau de l'ONU pour la Coordination des Affaires Humanitaires (UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs - OCHA). 15 et 19 mars 2010.

“Haiti: Price Update for Port-au-Prince and Jacmel.” 18 mars 2010. USAID FEWS NET et CNSA.

Leeder, J et E.A. Louis. “Fatal accident halts demolition work in Jacmel,” 6 Avril 2010, *the Globe and Mail*.
<http://www.theglobeandmail.com/news/world/haiti/project-jacmel/fatal-accident-halts-demolition-work-in-jacmel/article1525546/>

“Livelihood Profiles in Haiti.” Septembre 2005. USAID Famine Early Warning System (FEWS NET) en collaboration avec CNSA et al.

“Rapid Emergency Food Security Assessment in Haiti.” (ESFA) Mars 2010. CNSA en conjonction avec le Programme Alimentaire Mondial, Oxfam, FAO, ACF et FEWS NET.

“Recommendations on Post-Earthquake Rural Assessment and Monitoring,” USAID FEWS NET, 2010.

Schwartz, Tim. “Children are the Wealth of the Poor:” High Fertility and the Organization of Labor In The Rural Economy of Jean Rabel, Haiti. Dissertation pour l'Université de Floride, Gainesville. Mai 2000.

Programme Alimentaire Mondial. Rapport sur la Situation Externe, Tremblement de Terre en Haïti. 6 Mars 2010.

Interview avec le Délégué pour la Commune de Jacmel, 26/03/10

Interviews avec des ménages dans la commune rurale de Jacmel, 23/03/10 – 31/03/10

Interviews avec des ménages et des agriculteurs à La Vallée et Bainet, 29/03/10

Interview avec un informateur clé du secteur artisanal, Jacmel, 24/3/10

Interview avec un informateur clé du secteur de la pêche, Jacmel, 24/3/10 (?)

Interview avec un grand agriculteur/employeur, zone rurale de Jacmel, 29/3/10

Interview avec un ménage fermier de dimension moyenne, zone rurale de Jacmel, 29/3/10

Interview avec Représentant du Ministère de l'Agriculture, Jacmel, 24/3/10

Interview avec secrétariat du gouvernement, Jacmel, 23/3/10

Interviews avec sept individus/ménages à Jacmel, 26/3/10 – 30/3/10.

Interviews avec six ménages en zone rurale, Sud-est, 20/4/10-21/4/10.

Interviews informels/discussions de groupe avec personnel d'ONG, dont agronomes, experts en subsistance:

- Gerry Delphin, ACDI/VOCA
- Emmet Murphy, ACDI/VOCA
- Kara Gaye, ACDI/VOCA
- Colo Marie Rosemonde, ACDI/VOCA
- Molière Peronneau, Save the Children
- Pierre-Louis Georges, ACDI/VOCA
- Jude Pierre Marie Basquiat, ACDI/VOCA
- Gardy Letang, Diakonie
- Gary Bonhomme, CROSE
- Différents membres du personnel du Programme Alimentaire Mondial.